



Les recensions de l'Académie de septembre 2026¹

Après la guerre ? : la menace à nos portes / Michel Fayad
Éd. Fayard, 2026

De la destruction du Liban à la menace qui pèse sur la France, cet essai présente les futurs possibles du Moyen-Orient et leurs conséquences directes pour la France. Il a le projet d'identifier les acteurs en embuscade (p.17).

Et d'abord la République islamique d'Iran qui est, depuis sa naissance, au cœur des bouleversements du Moyen-Orient (p.7). A son retour d'exil, Khomeyni fit adopter la doctrine de gouvernement dite du juriste-théologien qui le faisait devenir représentant du Mahdi, actuellement caché, donc ayant à sa place politique tous les pouvoirs politiques (p.28). Son successeur qui n'avait pas le même niveau théologique abusa de sa charge méprisant des gouvernements élus complaisants (p.29). A l'extérieur, Téhéran s'imposa comme le pilier d'un axe chiite (p.8), envoyant les Gardiens de la Révolution au Liban et en Irak. Dès 1979, ils avaient posé les bases d'un empire de proxys chiites (p.9), le Hezbollah au Liban, le Hachd el Chaabi en Irak (p.10), les Houthis zaïdites au Yémen (p.34).

En 2015, les cinq membres du Conseil de Sécurité et l'Allemagne signèrent avec l'Iran, l'accord JCPOA, Joint Comprehensive Plan of Action visant à encadrer le programme nucléaire iranien mais cet Accord ignorait les aspects les plus dangereux du programme iranien, les missiles balistiques et la récupération des actifs gelés à l'étranger. Trump annonça son retrait du JCPOA en 2017 pour ces raisons (p.11). Le Régime survécut alors au prix d'une répression constante, d'un isolement extérieur grandissant et de la corruption entretenue par les responsables religieux et paramilitaires, les Gardiens transformant leur puissance politique en empire économique au nom de la Révolution islamique (p.37). En février 2026, la répression aurait fait en Iran 32.000 victimes. Washington et Tel Aviv déclenchent alors des bombardements intensifs (p.37) qui entraînent de la part de l'Iran des ripostes sur Israël et les bases militaires américaines de Jordanie, du Koweït, de Bahreïn, du Qatar, des Émirats Arabes Unis, et même d'Oman (p.37) tandis que le Hezbollah tire des roquettes sur Israël, qui répond bien sûr par des bombardements ciblés qui provoquent des déplacements massifs de la population civile (p.40).

Khameneï et son entourage disparus (p.21), toute l'architecture de commandement est remplacée par Mohammad Ali Jaafari, ancien Président des Gardiens et qui avait fragmenté le système de défense en une multitude de structures semi-autonomes sur tout le territoire (p.23), son beau-frère Mohammad Bagher Zulqadr, dirigeant le Conseil Suprême de Sécurité

¹ 

Les recensions de l' [Académie des sciences d'outre-mer](#) sont mises à disposition selon les termes de la licence [Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transposée](#).
Cette recension est basée sur un ouvrage disponible à la [bibliothèque de l'académie des science d'outre-mer](#)



nationale, Ahmed Vahidi, actuel Président des Gardiens (p.24), Mohammad Bagher Ghalibaf, président du Parlement iranien. Un autre pôle institutionnel gravite autour du Président Masoud Pezeshkian et de Javad Zarif, ancien artisan de l'Accord de 2015 (p.25). Ces derniers négocient mais les décisions stratégiques relèvent des Gardiens de la Révolution et du Guide Suprême (p.26).

Alliés sunnites des Iraniens, le Hamas et le Djihad islamique partagent avec Téhéran l'objectif de la destruction d'Israël (p.34).

M. Michel Fayad constate ensuite que l'Accord JCPOA avait négligé la menace plus large de l'islamisme sunnite au-delà de Daech, qui comprend le Wahhabisme, le Salafisme, les Frères Musulmans (p.12) et le Tabligh (p.13). Il suppose que si le Régime iranien s'effaçait (p.13), les Républiques (islamiques) de Turquie, du Pakistan, l'Afghanistan taliban, l'Arabie Saoudite, le Qatar qui irriguent les réseaux wahhabites, salafistes et fréristes (p.51), les Émirats Arabes Unis soutenant aussi des branches radicales constitueraient un danger pour l'Europe. En Irak, l'affaiblissement de l'Iran favorise le retour de Daech ; en Syrie, les nouveaux maîtres islamistes ont causé plus de quinze mille victimes parmi les minorités non sunnites (p.14).

Quant au Liban, qui était au début des années 1970 une démocratie vivante, il aura été profondément arabisé et islamisé par une guerre syro-palestinienne menée contre lui avec le blanc-seing américain et le soutien saoudien et libyen, déclenchée au début des années 1970, il est devenu un territoire où l'État ne contrôle plus ni les armes, ni les frontières, ni la politique étrangère (p.77). C'est le Hezbollah, proxy iranien qui est devenu l'organisme le plus puissant du Liban, contrôlant la production et la commercialisation du haschich de la Bekaa, réglant les problèmes financiers par une banque opérant sans licence bancaire al Qard al Hassan (p.31). L'Accord de Taëf avait légalisé l'occupation du Liban par la Syrie afin qu'elle rejoigne la coalition internationale contre l'Irak de Saddam Hussein exigée par Washington (p.67) puis l'occupation du Sud Liban par l'armée israélienne jusqu'en 2000 (p.71).

En Turquie, l'islamisation de l'État et de la société est opérée par le *Diyanet*, Ministère des Cultes, rattaché au Premier Ministre, qui finance 82.000 mosquées sur le territoire national et 2000 à l'étranger. Ankara soutient les groupes sunnites islamistes en Syrie, notamment le Hayat Tahrir Al Cham actuellement au pouvoir à Damas (p.47). Le Régime turc n'hésiterait pas, en cas d'implosion du Régime persan, de s'emparer de l'Azerbaïdjan et du Kurdistan iraniens (p.50).

En Israël, l'attaque du 7 octobre 2023 sur le territoire israélien qui tua 1200 personnes dont des nourrissons et des personnes âgées, illustre le fait que des acteurs sunnites et chiites pouvaient former des alliances tactiques pour produire une convergence opérationnelle de cette sorte (p.79).

La France entretient des relations vitales avec des pays qui financent, directement ou indirectement, l'idéologie qui alimente la menace islamiste sur son propre territoire (p.90). Les fonds souverains des pétromonarchies arabes sont des investisseurs importants dans



l'économie française, les groupes du CAC 40 et l'immobilier parisien (p.93) aussi bien que le financement du football français depuis l'acquisition en 2011 du Paris Saint-Germain par le Qatar (p.91). Or, selon l'étude entreprise par l'IFOP en août-septembre 2025 auprès de 1000 musulmans résidant en France, 38% d'entre eux approuvent tout ou partie des positions islamistes. Chez les moins de 25 ans, l'adhésion à l'islamisme atteint 42% (p.106). Trois réseaux, Frères Musulmans, Salafisme, Tabligh, cherchent à créer des communautés hermétiquement fermées, refusant l'intégration et vivant en marge de la société française (p.108). L'Affaire Marco Polo a établi des connexions structurelles entre des réseaux liés à Téhéran et l'Organisme narcotrafiquant algérien DZ Mafia sans doute par l'entremise des Gardiens de la Révolution et du Hezbollah, opérateurs du crime transnational (p.109).

Ce que réclame l'auteur, c'est une politique plus lucide, capable de distinguer entre les intérêts légitimes et la complaisance idéologique et ainsi de ne pas laisser des fonds saoudiens financer des réseaux wahhabites sans réagir (p.98).

La France peut-elle d'ailleurs être simultanément une société laïque fondée sur la séparation du religieux et du politique et accueillir une idéologie qui nie cette séparation (p.115) ?

Christian Lochon